

De nouvelles menaces pèsent sur Bachajon!

Après s'être fait brutalement expulsé par près de 900 flics le 9 janvier 2015 du guichet d'entrée aux cascades construit par le gouvernement, récupéré par les compas le 21 décembre dernier, les compas adhérents de la sexta de Bachajon ont reconstruit un campement près des cascades, et l'ont inauguré en tant que nouveau siège régional de l'organisation le 9 janvier dernier (voire premier communiqué).

Le campement est désormais menacé d'expulsion et d'évacuation armée par des groupes locaux pilotés par les autorités officielles (voire plus bas communiqué du 5 février). Une brigade mexicaine et internationale s'est rendue sur place les 6, 7 et 8 février dernier. Voir le rapport plus bas.

A cet occasion l'association Espoir chiapas relance une "action urgente" électronique.
<http://espoirchiapas.blogspot.mx/2015/01/action-urgente-pour-garantir-la-vie-des.html>

Une intervention violente peut avoir lieu d'un moment à l'autre, et toute marque de solidarité est la bienvenue...

29 janvier: Bachajon dénonce des coups de feu, et crée son siège régional

Aux Conseils de Bon Gouvernement,
Au Commandement Général- Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN)
Au Congrès National Indigène
Aux Companer@s adhérents à la Sixième Déclaration de la Selva Lacandona,
Aux médias de masse et aux médias alternatifs
Au Réseau contre la Répression et pour la Solidarité,
Au Mouvement « Justicia por El Barrio » de New York
Aux défenseurs des droits de l'homme, mexicains et internationaux
Aux peuples du Mexique et du monde.

Compañeras et compañeros nous vous faisons savoir que nous continuons à travailler à la résistance afin de défendre notre peuple et notre territoire des spoliations du mauvais gouvernement. C'est pour cela que nous construisons un siège régional de San Sebastian Bachajon, pour que ce soit un lieu de travail, d'ateliers, d'échanges. Ce siège commence ses activités à partir d'aujourd'hui. Nous l'avons construite à un kilomètre entre le croisement d'Agua Azul et les limites de la municipalité officielle de Tumbala.

Nous exigeons du mauvais gouvernement que ses polices s'en aillent des terres spoliées depuis le 2 février 2011, car les terres sont du peuple et nous n'allons pas permettre qu'il les enlève pour satisfaire ses intérêts économiques.

Nous exigeons du Commissaire ejidal Alejandro Moreno Gomez et de son conseiller à la surveillance du territoire Samuel Diaz Guzman, qu'ils cessent de vendre leur dignité pour de l'argent, tout comme l'a fait auparavant l'ex-commissaire Francisco Guzman Jiménez. Nous dénonçons que ces mauvais représentants officialistes sont en train d'organiser les groupes de Juan Alvaro Moreno de la communauté de Xanil, et de Manuel Jiménez Moreno de la municipalité de Pamala, qui la nuit tirent des coups de feu avec des armes de gros calibre.

Et ainsi donc, ils ont des réunions privées avec le délégué de Chilón Francisco Demeza Hernandez et avec Carlos Jiménez Trujillo, député local, pour planifier l'expulsion des companer@s qui gardent le siège régional et de ceux qui font payer le droit d'entrée des cascades d'Agua Azul, et nous responsabilisons les trois niveaux du gouvernement pour tout type d'attaque ou d'affrontement qui pourrait avoir lieu.

Depuis la zone nord de l'état du Chiapas, les femmes et hommes de San Sebastian Bachajon nous envoyons nos salutations combattives à tous les peuples, communautés et organisations qui sont en résistance. Plus jamais un Mexique sans nous.

Cordialement,

Terre et Liberté! Zapata est vivant!

Hasta la victoria Siempre!

Prisonniers politiques, Liberté!

Juan Vázquez Guzmán est vivant, la lutte de Bachajon continue!

Juan Carlos Gómez Silvano est vivant, la lutte de Bachajon continue! Non à la spoliation des territoires indigènes!

Présentation immédiate des compañeros disparus d'Ayotzinapa!

Justice pour Ayotzinapa, Acteal, ABC, Atenco!

Voir <https://vivabachajon.wordpress.com/en-frances/>

5 février 2015: Menaces d'évacuation contre le nouveau centre régional de San Sebastián Bachajon

DEPUIS L'EJIDO DE SAN SEBASTIAN BACHAJON, ADHERENTS A LA SIXIEME DECLARATION DE LA SELVA LACANDONA, CHIAPAS, MEXIQUE.
5 FEVRIER 2015.

Aux Conseils de Bon Gouvernement

A l'Armée Zapatiste de Libération Nationale

Au Congrès National Indigène

Aux [compañer@s](mailto:companer@s) adhérent.e.s à la Sixième Déclaration de la Selva Lacandona

Aux médias de masse et aux médias alternatifs

Au Réseau contre la Répression et pour la Solidarité

Au Mouvement Justicia por el Barrio de New York

Aux défenseurs des droits humains nationaux et internationaux

Au peuple du Mexique et du monde

Compañeros et compañeras, nous dénonçons les trois niveaux du gouvernement, parce que nous avons des informations selon lesquelles des mandats d'arrêts sont en préparation afin de faire disparaître l'organisation, et nous expulser de notre nouveau centre régional San Sebastián où nous avons créé notre espace de travail, d'ateliers et de partages. Cela parce que ça ne convient pas au mauvais gouvernement que nous ayons cet espace de rébellion, parce que nous dénonçons clairement ses manœuvres pour dépouiller le peuple de son territoire. Mais nous lui disons une fois pour toute au mauvais gouvernement : nous allons défendre le centre régional, tout comme nous

allons continuer à défendre les terres qu'ils ont spoliées le 2 février 2011, et où de nouveau est installée la force publique depuis l'expulsion violente du 9 janvier 2015.

Il n'y a pas de repos pour la lutte de l'organisation : nous continuons à cheminer afin d'ouvrir les yeux de nouveaux compañeros y compañeras, frères et sœurs de San Sebastián Bachajon qui sont chaque fois plus nombreux à défendre les terres de notre peuple, car le commissaire en charge des terres collectives de l'ejido, Alejandro Moreno Gomez, et son conseiller à la surveillance du territoire, Samuel Diaz Guzman, n'ont plus aujourd'hui de membres des terres collectives de l'ejido qui les soutiennent. Les seuls qui les soutiennent sont le mauvais gouvernement et ses forces publiques, et en bons employés du gouvernement, ils cherchent comme ils peuvent à ce que l'organisation soit expulsée, mais le mauvais gouvernement effectue aussi ses manœuvres et leur donne des armes, pour qu'ils viennent nous tuer au moment opportun. Et en sous-main, ceux qui les orientent sont le délégué du gouvernement municipal de Chilon Francisco Demeza, et le sous-secrétaire du gouvernement de Yajalon alpuche, ex-conseiller de l'organisation paramilitaire Paz y Justicia.

C'est de cette manière que le mauvais gouvernement garde les mains propres, en disant que c'est un problème entre indigènes et que nous nous tuons entre nous, raison pour laquelle ensuite il envoie sa force publique pour nous enlever les terres... ce sont les mêmes manœuvres de toujours.

Le mauvais gouvernement et ses employés, le commissaire en charge des terres collectives de l'ejido et le conseiller chargé de la surveillance du territoire, disent dans les médias commerciaux, ceux-là qui ne font qu'exprimer la parole du gouvernement, que nous sommes des racketteurs, des délinquants, que nous sommes armés, que nous sommes une minorité de l'ejido et qu'il y a des gens qui viennent d'autres municipalités dans notre mouvement. A travers ces paroles du mauvais gouvernement ils cherchent seulement un prétexte pour enlever la raison d'être de notre lutte, mais notre parole et notre lutte ont plus de force, car elle viennent de la dignité et de l'amour à la vie, à la terre, notre lutte n'est pas pour nous mais pour nos enfants et les petits-enfants à venir, parce que nous avons le droit à défendre et à veiller sur elle, à être autonomes et à décider qu'est-ce qui est le mieux afin de vivre en tant que peuple. Nous n'avons pas besoin des partis politiques, et pas non plus besoin que le mauvais gouvernement vienne nous dire ce qu'il faut faire, parce que le mauvais gouvernement est autoritaire et cherche seulement son propre intérêt. C'est ainsi que Peña Nieto, el Güero Velasco et Leonardo Guirao Aguilar ont chacun leurs maisons issues des millions de la corruption, leurs épouses contractées par Televisa, ils cherchent juste à devenir plus riches, et alors que le président municipal de Chilon vit dans une des municipalités les plus pauvres du Chiapas, il vend des armes est narcotraffiquant et aujourd'hui se met en selle pour être député en remerciement pour être bon serviteur de ceux d'en haut.

Nous exigeons au mauvais gouvernement qu'il respecte notre peuple et notre organisation, car nous allons défendre la vie et le territoire. Notre organisation lutte pacifiquement, car nous sommes originaires de ces terres et nous avons des droits qu'ils ne peuvent pas venir nous enlever comme ils veulent avec leurs policiers et leurs paramilitaires.

Nous exigeons la liberté de nos compañeros prisonniers politiques, et nous exigeons le respect de nos villages et nos communautés en résistance, contre les projets mortifères qui cherchent à nous dépouiller de l'eau, de la terre, de l'air, de la vie et de la culture de nos peuples. Nous saluons la lutte de nos compañeros et compañeras de Xochicuautla, Coyotepec, San Pedro Tlanixco, Atenco, de l'ejido Tila, d'Alvaro Obregon, del barrio de Nueva York, et de tous les peuples et communautés en résistance au Mexique et dans le monde.

Depuis la zone nord de l'Etat du Chiapas, nous les femmes et les hommes de San Sebastián Bachajon vous envions nos salutations combattives.

Jamais plus un Mexique sans nous.

Bien à vous

Terre et Liberté! ¡Zapata Vive!

Hasta la victoria siempre!

Prisonniers politiques, liberté;

Juan Vázquez Guzmán vit encore, la lutte de Bachajón continue!

Juan Carlos Gómez Silvano vit encore, la lutte de Bachajón continue! Non à la spoliation des territoires indigènes!

Présentation immédiate des compagnons disparus d'Ayotzinapa !

JUSTICE POUR AYOTZINAPA, ACTEAL, ABC, ATENCO !

<http://komanilel.org/2015/02/05/comunicado-de-san-sebastian-bachajon-5-de-febrero/>

Visite d'une brigade mexicaine / internationale à San Sebastián Bachajón: le siège régional est sous menace d'expulsion

Les membres des terres collectives de l'ejido de San Sebastián Bachajón organisés pour la défense de leurs terres sont confrontés à la menace de l'évacuation forcée dans les prochains jours du nouveau siège régional. Les membres des terres collectives liés aux partis politiques de la municipalité ont annoncé que si, dans un délais de dix jours – qui devrait terminer ce mardi 10 février- les forces publiques n'ont pas procédé à l'évacuation, eux-mêmes vont le mettre en œuvre. C'est ce qu'ont expliqué les compas du réseau contre la répression et pour la solidarité (RvsR) et de différents autres collectifs ayant participé entre les 6 et 8 février dernier à une brigade d'observation à San Sebastián Bachajón.

Durant un moment de partage, les différents brigadistes ont informé les différents médias libres présents ce lundi 9 février à San Cristobal de las Casas sur la situation actuellement traversée par la lutte de l'ejido de San Sebastián Bachajón, ainsi que de leurs expériences et leurs rencontres avec les compas des terres collectives de Bachajón.

Ci-dessous l'audio de la compartición:

<http://komanilel.org/wp-content/uploads/2015/02/Brigada-de-Observaci%C3%B3n-Bachajon.mp3>

L'accompagnement des membres des terres collectives de Bachajón par la brigade d'observation

La brigade était composée de 33 personnes de différents pays et de 4 médias libres de différentes localités du Mexique. Durant trois jours, les participants ont accompagné les membres des terres collectives en lutte, les gens participaient aux commission de cuisine et de sécurité, et,

au-delà du fait d'aborder le conflit à partir d'entretiens sur différentes thématiques, un questionnaire fut mis en place pour pouvoir témoigner de la situation actuelle des membres des terres collectives et différentes fresques ont été peintes sur les murs du bâtiment du nouveau siège régional. Le peu de temps de partage a servi aussi bien à ce que les brigadistes tout comme les tzeltales puissent partager leurs expériences, et se rencontrer dans un contexte plus quotidien et de proximité. De même, les proches de prisonniers politiques de la lutte et les proches de Juan Vázquez Guzmán et Juan Carlos Gómez Silvano (assassinés durant les deux dernières années) partagèrent également leurs situations et leurs émotions avec les brigadistes. Un autre moment fort fut la remise par le Réseau contre la répression et pour la Solidarité d'une banderole au siège régional, portant comme consigne : « Justice et liberté pour Bachajón, compañeros vous n'êtes pas seuls, la Sexta Vive ».

Les membres des terres collectives souhaitent la bienvenue et expliquent le processus historique de la lutte.

Durant la bienvenue, les compas de San Sebastián Bachajón se mirent en ligne pour recevoir la brigade. Ce moment fut l'occasion pour les brigadistes de se présenter, et pour les membres des terres collectives de faire un petit récapitulatif historique du processus de lutte pour la défense des terres collectives de l'ejido de San Sebastián. Le récit expliqua notamment comment démarra le conflit en 2004, quand la Commission Nationale des Aires Protégées (la CONANP) modifia et viola les limites de la zone appartenant soi-disant au gouvernement national, réduisant le territoire des membres des terres collectives en conséquence. Un an plus tard, les membres des terres collectives décident conjointement avec le commissaire des terres collectives d'alors, d'installer un guichet à l'entrée de la route d'entrée aux cascades d'Agua Azul, gérée par toute la communauté de manière transparente. En 2007 toutefois, une nouvelle autorité en charge des terres collectives de l'ejido, liée aux partis politiques, est imposée de manière illégitime. Cet état de fait pousse les membres des terres collectives de l'ejido non liés aux partis à créer leur propre commissaire en charge des terres collectives, avec sa propre commission de contrôle. La répression gouvernementale se met alors en place, au travers d'incarcérations et d'assassinats. C'est ainsi que les compas expliquèrent la situation à l'origine de la récupération des terres du 21 décembre dernier, de leur expulsion postérieure, du blocage de route consécutif, et de la construction du siège régional.

Rencontre avec les familles des prisonniers politiques et des assassinés

Durant la visite de la brigade, des proches de Juan Vázquez Guzmán et de Juan Carlos Gómez Silvano sont également venus parler aux compañeros, et leurs exprimer leurs sentiments. Les proches des prisonniers politiques ont eux aussi expliqué comment les forces publiques avec la complicité des autorités leur ont construit des délits afin d'incarcérer les gens qui n'étaient pas de leur faveur. C'est par exemple le cas d'Esteban Gómez Jiménez,, incarcéré à prison d'El Amate, et qui se retrouve imputé d'homicide, vol avec violence, port d'arme et délinquance organisée. Ainsi qu'Emilio Jiménez Gómez, accusé de vol avec violence envers un étranger qui ne l'a pourtant jamais jugé coupable, avant d'avoir à signer des documents pour la police qu'il était pourtant incapable de lire. Le cas des trois compas emprisonnés à Yajalón, accusés d'avoir tiré sur quelqu'un durant la célébration du cri de l'indépendance dans leur communauté. Enfin, le cas de Santiago Moreno Perez fut évoqué, emprisonné depuis 5 ans et accusé d'homicide. La brigade recueillit de plus les cas de Juan Antonio Gómez Silvano et Mario Aguilar, détenus dans la communauté autonome de Virgen de Dolores, avec un mandat de dépôt pour tentative d'homicide volontaire. Les deux furent torturés par la police, et menacés.

Traduction de :

<http://komanilel.org/2015/02/09/informe-brigada-de-observacion-sobre-la-situacion-en-san-sebastian-bachajon/>